



## Jan-Paul Pouliquen, MILITER POUR LE PACS

(générique d'introduction)

Comme beaucoup de personnes de sa génération, il pense d'abord être le seul à être homosexuel. Il s'engage très jeune, pour les personnes âgées pour commencer, avant de militer au Parti Communiste Français... Jan-Paul Pouliquen deviendra l'un des militants sans qui le Pacte civil de solidarité, plus connu sous le nom de Pacs, n'aurait pas vu le jour. Dans cet épisode, il nous raconte ce qu'il appelle la « bataille » du Pacs, qui a duré près d'une décennie, la cuisine politique et le travail militant parfois ingrat et invisible qui ont permis d'en arriver à cette loi votée fin 1999.



Jan-Paul Pouliquen

C'est une des choses qui me gênent encore plus aujourd'hui qu'il y a 30 ou 40 ans. C'est qu'on se présente surtout comme homosexuel, ou on est présenté comme homosexuel. Moi, je trouve que c'est une petite facette de ma vie. Je suis homosexuel, et encore, qu'est-ce qu'être homosexuel, chez les hommes en tout cas ? Actif, passif, lycée de Versailles, ou rien du tout ? Je trouve que c'est très réducteur. Alors bon, c'est peut-être le « plus » de LGBT, je ne sais pas quoi, où peut-être je peux m'y retrouver, mais en même temps, cet alphabet me gonfle parce qu'on ne sait même plus que ça veut dire, toutes les lettres.

Donc, pour me présenter, militant homosexuel pendant une trentaine d'années, notamment parce que, comme je pense beaucoup de gens de ma génération, on croyait qu'on était seul à être homosexuels. Donc c'était un petit peu compliqué. Et une fois au métro Palais-Royal, Michel Heim qui a fait les Caramels

Fous après, distribuait avec quelques personnes des tracts sur l'homosexualité, dont je ne me souviens pas du contenu.

Enfin bref, j'étais stupéfait de voir qu'il y avait des homosexuels. D'une part, je découvrais que je n'étais pas tout seul, puis qu'il y en a qui le disait dans la rue. Je disais : « ça ce n'est pas bête »... Alors, j'ai dû faire deux-trois fois le tour de la place avant d'oser aller voir Michel Heim. Et puis, on a discuté un peu. Je ne sais pas si c'est ce jour-là, mais ça s'est terminé rapidement dans un lit quand même, avec lui, bon, voilà.



Donc voilà, c'est la facette militante. Mais j'étais militant aussi depuis l'âge de 13-14 ans chez les Petits frères des pauvres et d'autres associations qui s'occupaient des personnes âgées. J'ai été militant cégétiste, militant politique, d'abord au Parti communiste, où j'ai eu une formation très importante. Ça se fait plus aujourd'hui, mais sur l'économie, la philosophie et ce n'était pas dogmatique. On avait des profs de philo, ils représentaient toutes les tendances. C'est très intéressant comme formation.



Et puis après, sur le terrain, ma formation de militant, c'est ce que n'avaient pas la plupart des homosexuels et des lesbiennes. Et ça a été important pour l'organisation de manifestations, etc. Au moins, on savait comment il fallait faire. On avait des bases, mais on était assez peu nombreux dans les assemblées parce qu'en fait, les militants, mais ça, je crois que ça n'a guère changé, que ce soit dans les syndicats, les partis, etc., il y a un noyau qui bouge beaucoup. Puis, il y a des gens qui tournent autour, mais qui ne font pas énormément de choses.

Ce qui peut se comprendre chez pas mal d'homosexuels qui fonctionnent là encore, en tout cas à l'époque, pas comme les lesbiennes. C'est à dire que la plupart d'entre eux venaient dans les associations pour rencontrer d'autres homosexuels, mais pas vraiment pour militer. Ils étaient, cela dit, ravis que

d'autres fassent le boulot à leur place. Mais bon, là, souvent, le premier objectif pour eux, c'était de faire des rencontres.

Moi, j'étais comme toujours très excessif. Ça m'insupportait beaucoup que des gens viennent draguer dans des assemblées militantes. Donc voilà, je suis quelqu'un de multiple.

J'ai commencé en 1973, je crois. À l'occasion des législatives à Rueil-Malmaison, où c'était Jacques Baumel qui était le maire et député. Et à ce moment-là, j'ai milité dans un truc qui s'appelait le Mouvement réformateur, qui réunissait, j'ose à peine le dire maintenant, j'en ai honte, Jean Lecanuet, JJSS [Jean-Jacques Servan Schreiber, ndlr] donc contre Baumel. Mais quand même, au deuxième tour, on avait appelé à voter socialiste ce qui était plutôt sympa pour le Mouvement réformateur, qui était quand même assez réac puisqu'il y avait Jean Lecanuet notamment à la tête de ce truc-là. Bon, enfin c'était un truc de jeunesse. J'ai fait ça quelques mois.

Et puis voilà, je suis arrivé au Parti communiste en 1973-1974 peut être, et puis jusqu'en 1981 où j'ai manifesté, enfin je suis intervenu à de nombreuses reprises au sein du Parti communiste sur les questions homosexuelles. Notamment à la Mutualité, dans un meeting pour une législative partielle où c'était Jean Elleinstein, le candidat des communistes. À l'époque, il y avait ce qu'on appelait les réformateurs, comme Pierre Juquin qui avait une oreille attentive aux questions homos, etc. Il y avait, je crois, le XX<sup>ème</sup> congrès du Parti communiste, qui parlait aussi beaucoup de liberté. Les questions de l'homosexualité commençaient à se poser – commençaient, chez les réformateurs. Et quand j'ai pris la parole devant plus de 2000 personnes à la Mutualité, mon micro vacillait de 20cm à gauche à 20cm à droite, tellement j'avais la trouille. À tort, parce que ça s'est terminé par une ovation des gens qui étaient là, qui étaient d'accord. Il faut dire que c'était à la Mutualité, dans une partielle du cinquième



**Jean Elleinstein**

arrondissement, qui était quand même un arrondissement plutôt d'intellos avec toutes les facs qu'il y avait donc c'était facile. Mais enfin c'était facile, c'était la première fois que quelqu'un faisait ça, donc ce n'était pas si facile que ça. D'autant qu'à l'époque, il y avait eu ce qu'on avait appelé l'affaire Croissant, du



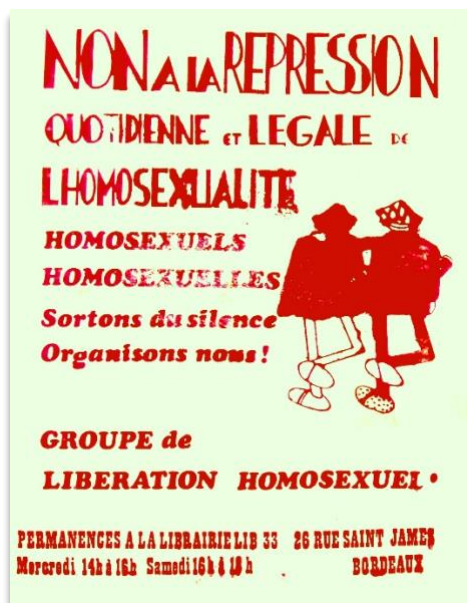
#### **Maison de la Mutualité, Paris**

nom de Marc Croissant, qui était un militant qui je crois n'était pas pédophile, mais qui avait soutenu des discussions au moins sur la pédophilie et qui avait été viré d'une mairie communiste. Donc, c'était dur à l'époque de faire ça.

Donc à l'époque, dans les années 1979-1980, je militais au CUARH, Comité d'urgence anti-répression homosexuelle, qui était à l'époque la plus grosse association homo qui avait existé en France. Elle était issue essentiellement de beaucoup de GLH, Groupes de libération homosexuelle, d'un peu toutes les régions de France. Le CUARH avait un peu fédéré tout ça. Ce n'était pas simple puisque notamment il y a des villes de province qui ne voulaient pas être, selon elle, phagocytées par Paris. Ce qui était assez faux, parce que finalement, le CUARH se réunissait tous les trimestres dans une ville différente en France. Donc, pendant quarante trimestres à peu près, on allait à Brest, Marseille, Strasbourg, comme ça on a visité la France. Mais c'était l'occasion dans chacune de ces communes, la veille, le groupe local collait des affiches et distribuait des tracts partout. Il organisait des rendez-vous avec la presse régionale. Et c'était pas mal parce que ça a permis pas mal de discussions, un peu dans toute la France. C'était intéressant.

Donc à l'époque, dans les années 1979-1980, je militais au CUARH, Comité d'urgence anti-répression homosexuelle, qui était

Donc à l'époque, dans les années 1979-1980, je militais au CUARH, Comité d'urgence anti-répression homosexuelle, qui était



**Affiche du Groupe de Libération Homosexuelle de Bordeaux, 1978**

Puis le CUARH s'est bien développé, a mené des actions couronnées de succès dans pas mal de domaines. Bon, on n'a vécu que peut être 6 ans ou 8 ans mais ça a été très fort. Notamment le CUARH a « préparé » entre guillemets, côté homo et lesbien, le 10 mai 1981. Alors, côté militant, ce qui était très intéressant, là encore et très nouveau, c'est que le CUARH était totalement mixte, hommes femmes, ce qui était à l'époque effectivement assez incroyable. Bon, quelques féministes détestaient cet aspect-là, mais enfin, un certain nombre de féministes dont Françoise Renaud, par exemple, et son amie Marie-Noëlle Cormenier qui militaient pour qu'on travaille ensemble. Ce qui était vachement bien parce que ça ouvrait les yeux, pas aux femmes, parce qu'elles savaient de quoi elles parlaient, mais aux mecs qui s'en foutaient complètement des lesbiennes, qu'ils soient hétéros ou homos, et les mecs c'est des mecs, donc c'était déjà ça. Et



**Première marche nationale pour les droits et les libertés des homosexuels, Paris, 4 avril 1981 par Claude TRUONG-NGOC**

donc, ils écarquillaient les yeux, quand les femmes disaient nous aussi, on aime bien baiser. « Ah bon ? Ah c'est bizarre », donc ça, c'était intéressant. Même moi qui étais plutôt « féministe » entre guillemets, comme un homme peut l'être, moi-même, je découvrais pas mal de choses parce que c'est vrai que je ne m'étais pas posé les questions. Donc ça, c'était un aspect intéressant.

Autre aspect intéressant, l'un des fondateurs du CUARH qui m'a rejoint après la bataille pour le Pacs, était Gérard Bach-Ignasse, Gérard Ignasse de son vrai nom, qui était un juriste. Et on a changé la façon de militer, c'est à dire qu'avant on militait en faisant les folles dans la rue, en gueulant. Bon, ça s'arrêtait là, mais il n'y avait rien de concret. Et donc Gérard, lui, avait créé une commission Justice qui aidait les gens qui concrètement avaient des problèmes avec la justice en raison de leur sexualité. Et puis, sur la revendication militante, par exemple, il y avait Jean-Marc Geidel qui était médecin, qui l'est toujours d'ailleurs, qui, là encore avec succès, s'est battu pour faire retirer l'homosexualité de la liste des maladies mentales. Ça a été gagné sur le plan français d'abord, peut être dix

ans avant le plan mondial. Mais bon, ça, c'est une bataille du CUARH qui a abouti. Et Gérard Bach a travaillé beaucoup sur les questions juridiques et notamment ensuite a fait une proposition de loi sur le Pacs, qui a changé cinq fois de nom avant de devenir ce qu'il est devenu. Donc, oui, c'était une importante période du mouvement homo en France.

Alors par rapport au sida, qui est né dans les années 80, 1978-1983, disons le départ. Je militais au CUARH où il y avait une commission médecine qui s'était intéressée à ça. Mais l'objet du CUARH, c'était de lutter contre les discriminations. C'était l'objet aussi de la commission Médecine. Donc, au départ, l'objectif qui était au CUARH avec sa commission Médecine, c'était qu'il n'y ait pas de discrimination avec cette histoire de sida. Donc à l'époque, par exemple, quand on voyait le cancer gay, ces trucs-là on se disait « oh la la la, ça va retomber sur les homos ». On était assez attentifs à ce genre de choses. Après des associations,



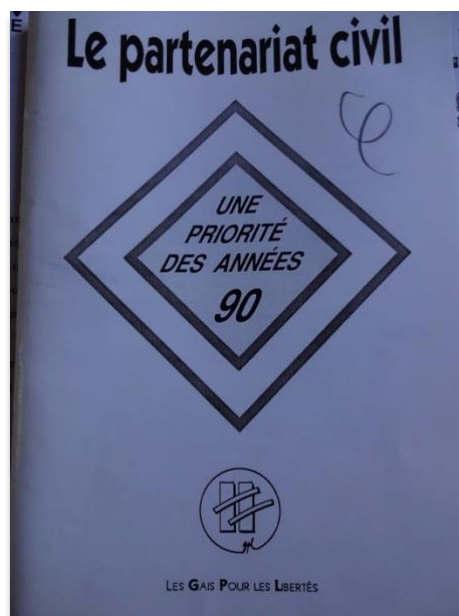
**Logo de l'association AIDES, 1984**

d'abord qui sont nées plus tard mais bon. Aides et Act Up ne se consacraient qu'à ça, contrairement à nous. Pour nous, c'était un truc très en marge, comme pour eux, le Pacs ou le CUC [Contrat d'Union Civile, ndlr], c'était très en marge. On était chacun sur notre créneau.

Bon, moi, ça m'agaçait un peu au départ. C'est vrai que je me suis trompé là-dessus. C'est-à-dire que je me disais : « mais tous ces gens qui veulent se mettre à la place des médecins, on n'est pas médecin, de quoi se mêlent-ils ? » Mais ce que j'ignorais, c'est qu'ils avaient raison de le faire parce qu'ils ont fait des trucs intéressants, comme notamment la charte du malade. Ça c'est grâce à eux. Donc ça, c'est un truc absolument énorme. Il y a encore du boulot à faire d'ailleurs, pas sur le sida, mais sur le service hospitalier en général. Je sors d'un hôpital, donc je vois ce que c'est. Ce n'est pas simple d'avoir des nouvelles de sa propre santé. Donc, voilà, mon approche était celle-là, ce n'était pas mon combat. En même temps, j'en ai été victime comme les gens d'Act Up. Non pas que je sois malade moi-même, mais parce que tous mes proches mourraient. Alors est-ce qu'il y avait une fuite ? Je ne sais pas. Possiblement, possiblement. Peut-

être que je ne voulais pas savoir, enfin je ne voulais pas savoir, si, je voulais savoir ! Je voyais bien dans les bars, par exemple, moi j'en parlais beaucoup, je distribuais et je m'engueulais avec des patrons et des personnels des établissements qui refusaient de mettre à disposition des capotes, par exemple. Je disais : « ce n'est pas possible ! ». Donc je ne militais pas dans une association sida, mais à titre individuel, je le faisais comme je l'ai fait d'ailleurs quand je vivais en Savoie, à 1600 mètres d'altitude. Ce n'est pas facile, ce n'est pas facile.

Au départ, il y avait les Gays pour les libertés (GPL), qui était une association éphémère, très proche et subventionnée par Laurent Fabius et soutenu par son épouse, Mme Castro. Une association très branchée qui était concurrente de HES (Homosexualités et socialisme), une association dont j'ai été l'un des cofondateurs. C'était assez politique, eux étaient très proches de Fabius, moi très proche de Chevènement. Donc on s'est arraché la tronche, surtout sur ces conneries-là. Toujours est-il qu'ils avaient fait une proposition défendue par Mélenchon, qui était pas mal. Je crois que ça s'appelait le Partenariat civil enregistré, c'était pas mal mais bon. Ils ont fait ça avec pas mal d'argent, c'était le début des flyers en papier, quadrichromie, etc. Et moi, avec ma petite ronéo, il y avait plus d'encre sur mes mains que sur le papier, la concurrence était difficile, mais ça ne me gênait pas. Je me disais : « si on bosse beaucoup, on y arrivera. » La suite a prouvé qu'on y est arrivé sans argent et en bossant beaucoup quand même. Mais eux, au bout de 6-8 mois, ils ont laissé leur truc parce que contrairement à moi, ils pensaient qu'en 6 mois, ce serait gagné. Et moi, dès le départ, je m'étais dit : « on va se donner une dizaine d'années ». Donc bon ils ont fait ça.



Bon, quelques années ont passé. Et puis moi, un jour, je lis dans *Gai Pied* un article signé de Roland Surzur relatant l'histoire de deux mecs qui habitaient ensemble. Je crois que c'était dans la région de Dijon. L'un des deux était décédé et l'autre n'a même pas pu récupérer sa brosse à dents, ses effets personnels, parce que les parents du défunt ont mis les scellés sur l'appartement. Quand j'ai lu ce truc-là, moi j'ai faisais quelques piges à *Gai Pied* et je connaissais donc un peu Roland Surzur. Je lui téléphone, je dis : « attends, t'as raconté des conneries, ce n'est pas possible. C'est énorme cette histoire, on ne laisse pas... ce n'est pas possible ». Et il me dit : « si, si, si, malheureusement, c'est possible. » J'étais tellement écoeuré, mais tellement révolté. Je dis : « punaise, faut faire quelque chose ». Et puis, à l'époque, je connaissais Jean-Yves Autexier, qui était député. C'était un copain à moi. Je lui parle de cette histoire et j'ai dit : « bah, ce serait quand même bien qu'on fasse une proposition, que vous fassiez une proposition de loi là-dessus, etc. » Bon, je pensais qu'il allait me dire, comme beaucoup de politiques : « oui, oui c'est ça, c'est intéressant, ton truc. » Surtout, il a été du mouvement de Jean-Pierre Chevènement, qui est connu quand même pour ne pas considérer comme étant sa tasse de thé toutes les questions de société. Bon, j'ai dit : « de toute façon, je ne risque rien. S'il m'envoie promener gentiment, ben voilà, c'est tout. » Et puis, c'est moi qui ai été surpris. Et il devait être 19 heures, il me dit : « qu'est-ce que tu fous là ? » je lui dis « je ne sais pas. Je vais rentrer à la maison. » « Ben tiens, viens, on va parler, on va au resto, je te paye le resto, puis tu vas me présenter ton projet. » « Mais Jean-Yves, je n'ai pas de projet du tout. » « Bah tu te démerdes. » Bref, on va au resto. Puis je lui présente mon non-projet et lui me dit : « écoute, tu réunis quelques personnes compétentes que tu connais. Puis vous me faites une proposition, puis je vais regarder ça. »



**Jean-Yves Autexier**



Et du coup, j'ai repris contact avec des gens que je n'avais pas vus depuis nombre d'années, depuis l'époque du CUARH donc 10 ou 15 ans avant, dont Gérard Bach-Ignasse, Françoise Renaud, Maïté, dont je me souviens plus de son nom de famille. Vincent Legret, également décédé, qui était de la RHIF [Rencontre des homosexualités en Île-de-France, ndlr], un mouvement dissident du CUARH. Dissident comme en France, à 2 on fait une association, à 4 on fait une scission, il n'y avait pas de divergences de fond, mais il fallait bien qu'on s'en invente. Ça, c'est la règle française, peut-être, je ne connais pas bien l'étranger ou pas du tout même. Puis on a travaillé comme des fous là-dessus et 15 jours ou 3 semaines après j'ai présenté le texte, chapeauté un peu par Gérard Bach, en tant que juriste, à Jean-Yves Autexier et il nous dit : « bon impeccable, je défends le truc ». Bon, moi, j'étais un peu gêné, j'étais militant du Mouvement des citoyens, je dis : « bon, ça m'emmerde quand même par correction vis-à-vis de Chevènement, de pas lui en parler ».

De toute façon, il y a des députés qui vont intervenir. Faudra bien qu'il intervienne lui-même, qu'il vote quoi. Bon, alors j'en parle à Autexier, qui était très proche de Chevènement, il lui écrivait ses discours, etc. Alors, Autexier me dit : « écoute, tu lui fais une petite note, tu fais une synthèse de ton projet et puis tu vas le voir ». Mais je n'avais jamais fait une note à un politique à qui que ce soit moi, je ne savais pas comment il fallait faire. Jean Yves Autexier se marre : « écoute, t'apprendras. »



**Jean-Pierre  
Chevènement**

J'ai fait ma petite note de vingt lignes. Il me dit : « c'est parfait, faut pas dépasser les 25 lignes ». Puis je croise Chevènement, qui me dit : « bon ben écoute, vas-y, explique un peu. » Je lui ai expliqué en 3 minutes. Notamment l'histoire du couple près de Dijon. Il me dit : « ah bon ? C'est possible, ça ? » Je dis : « oui, mais Jean-Pierre, je suis choqué, t'as l'air choqué ». Ah oui, il me dit : « ce n'est pas possible. Je dis : « je vois que tu réagis comme moi, donc je pense que tu ne peux être que favorable au projet. » « Oui, oui, t'as raison. » « Bon, je te fais confiance, tu t'en occupes. »

Le projet de départ, c'était le contrat d'union civile. L'idée, c'était qu'on ne voulait pas de mariage, ou de copie du mariage, ou de pseudo mariage. On ne

voulait pas que ce soit pour les homosexuel.le.s. On voulait que ce soit pour tous les couples. D'ailleurs, l'un de nos premiers soutiens a été le Mouvement français du Planning Familial, qui n'est pas une association de lesbiennes, que je sache, même si elles sont probablement nombreuses à l'intérieur.

Mais bon, voilà, il faut que ce soit universel, évidemment très républicain. Pour un militant comme moi, du mouvement de Chevènement, ça ne pouvait être que républicain. Bon, c'était la base. Après, au fur et à mesure des débats essentiellement parlementaires, les choses ont un peu évolué, mais pas énormément. Par exemple, pour nous, au départ on voulait que ça soit également ouvert aux frères et sœurs, aux fratries. Et en fait, on a renoncé pour deux raisons. D'une part, pour une raison politique, parce que notamment beaucoup d'associations homosexuelles disaient : « ouais, les socialistes défendent ça, ils mettent les frères et sœurs, mais c'est pour pas parler des homosexuels », ce qui était con. Mais bon, c'est comme ça qu'ils réagissaient. D'autre part, c'est surtout pourquoi on a cané, c'est parce qu'en matière de droits de succession, ce n'était pas possible. Parce que là, il y avait de l'inégalité partout, quand il n'y avait qu'un frère ou qu'une sœur, ça va mais s'il y a deux frères ou trois sœurs, l'Etat ne retrouvait plus jamais d'héritage, donc ça avait des conséquences financières colossales. Donc là, ce sont des questions technico-juridiques qui ont fait que... Je me souviens quand on a cané, parce qu'évidemment, la droite s'était emparée de ses arguments : « ouais, c'est pour vous cacher, pour ne pas parler d'homosexualité. » Et je me souviens, vers 3 heures du matin, j'étais à la salle des Quatre colonnes à l'Assemblée et j'ai fait passer un petit mot par huissier à Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'époque, en disant : « nous cédon sur les frères et sœurs » et donc deux minutes après à la tribune... évidemment, Jean-Marc Ayrault ne disait pas Pouliquen m'a fait passer un mot, mais il a dit : « oui, nous n'intégrerons pas les frères et sœurs », c'est comme ça que les choses ont évolué.



**Jean-Marc Ayrault**

Après, à la mairie ou pas à la mairie, à un moment, c'était au tribunal, pareil, et ça a avancé. La première suggestion, c'était à la préfecture, sur proposition de la garde des Sceaux ou de son cabinet. Nous, la préfecture, ça nous heurtait, surtout à Paris, parce qu'en province il y a la préfecture de région, mais à Paris, c'est la préfecture de police. Donc aller signer un truc à la préfecture de police parce qu'on se met ensemble, ce n'est pas sympa, sympa. Donc, après négociation, discussion, échange, dialogue, on se dit bon ben ce sera le tribunal d'instance. Les gens, enfin certains, voire beaucoup, disaient : « ah ouais c'est encore le tribunal, ce n'est pas terrible. » Sauf qu'au tribunal, on donne aussi des droits de séjour. Ce n'est pas que négatif, le tribunal. Il y avait un autre élément qui était que, moi, j'avais vécu dans un petit village de 113 habitants, à 1600 mètres d'altitude en Savoie, je m'étais dit : « la mairie c'est bien gentil, mais les homos et les lesbiennes qui habitent dans des communes de 500 habitants, eux, ils ne pourront pas signer de contrat d'union civile ou quoi que ce soit. » Donc ce n'est pas si simple que ça. J'entendais aussi les arguments : « ouais, mais la mairie, ça serait bien. » Ouais, c'était un argument, mais la mairie, moi, ce qui me gênait, c'est que c'était finalement un petit peu côté mariage bis, ce qu'on ne voulait pas, ou un sous-mariage. Donc, tout ça n'était pas simple. Donc, ça a



évolué dans les discussions. Ça s'est terminé au tribunal d'instance. Ça a évolué aussi après parce que bien que ce soit le tribunal d'instance, ça n'interdisait pas aux maires qui le souhaitent de faire une cérémonie. Et ceux qui n'en souhaitent pas – ce qui est mon cas, par exemple – de ne pas en faire.

Les gens parlaient très peu dans les associations tant que ce n'était pas dans le domaine parlementaire, ça a duré dix ans la bataille, 2 ans au Parlement, mais 8 ans avant. Bon, et pendant les 8 ans, que ce soit Act Up ou d'autres associations, se disaient : « bon Pouliquen son truc, c'est mimi. M'enfin, ça ne marchera pas. On n'en a rien à foutre. » Bon Act Up, on peut le comprendre aussi parce qu'ils avaient d'autres préoccupations. Ça pouvait en être une, mais c'était à l'époque, évidemment secondaire par rapport à l'objet de l'association.

En revanche, toutes ces associations homos, qui n'ont absolument rien glandé pendant 8 ans, le jour où c'est arrivé au Parlement, où donc là on s'est dit : « ça va peut-être arriver, cette loi », là ils se sont tous réveillés. Ils voulaient tous s'approprier la loi, qui n'était pas assez bien [à leurs yeux] parce que ça n'allait pas assez loin. Ils n'avaient rien foutu pendant 8 ans mais bon, ils arrivaient comme ça.

Bon, c'est l'histoire du militantisme. Ça se fait aussi dans d'autres associations, autres qu'homos. Bon, maintenant, ça a marché. Moi, je m'en satisfais. Ce qui me fait sourire et un peu rire jaune, c'est que je vois encore, notamment sur les réseaux sociaux, que je me fais encore insulter, mais c'est terrible. On me traite des fois de Pétain, j'étais bon pour le Pacs mais pour le mariage pour tous je suis Pétain, je n'ai pas suivi le truc. Je suis facho, tout ce qu'on veut. On s'engueule plus de 22 ans après, ça me dépasse. Je ne peux même pas le commenter. Ça me paraît tellement aberrant. Bon, voilà, je vois qu'il y a des millions et des millions de gens qui se sont pacés et donc on a eu raison de faire le Pacs. Je constate aussi qu'il y a beaucoup plus de couples homos qui préfèrent le Pacs au mariage et que bientôt il va y avoir à peu près un Pacs pour un mariage en France. Donc, je crois qu'on ne s'est pas gouré.

On ne fonctionnait que par fax à l'époque, il n'y avait pas Internet. Très, très peu, c'était balbutiant. Très peu de gens l'avaient donc on faisait encore des tracts et des comptes-rendus de réunions, etc. Et des photocopies et du tirage ronéo, par milliers. Alors on a toujours dit, ça faisait bien, qu'on avait 5000 adhérents. Non, pas 5000, on devait en avoir 800, mais on avait 5000 adresses. On faisait comme les formations politiques, comme tout le monde faisait, on gonflait les chiffres.

Toujours est-il qu'on avait 5000 adresses, qu'on utilisait une fois par mois, on a envoyé dans toute la France une circulaire qui faisait souvent 20, 30, 40 pages. Les gens

étaient très fiers parce qu'ils recevaient ça dans des enveloppes de l'Assemblée nationale. Alors dans les petits bleds en province : «oh la la, on reçoit une lettre



**Duplicateur à alcool ou  
ronéotypeuse**

de l'Assemblée nationale. » On est très fier. Ils aimaient bien et on ne payait pas mais ça coûtait des fortunes. Donc 5 000 lettres de 40 pages tous les mois pendant peut-être trois ans, c'était énorme.

Aujourd'hui, évidemment, à l'Assemblée nationale, ça ne serait pas possible. D'ailleurs, plusieurs fois, mon député, c'était essentiellement Jean-Yves Autexier et après surtout Jean-Pierre Michel, se faisaient rappeler à l'ordre : « vous envoyez vraiment beaucoup, beaucoup de courriers. » Alors j'essayais de trouver des idées, des copains assistants parlementaires : « essaye d'en faire passer 100 ou 200 par ton député. » Bon, on y arrivait à peu près.

Ce n'était pas facile. Mais tous ces plis, il fallait les mettre sous enveloppe et les agraffer. Tous les mois, c'étaient des nuits entières qu'on passait à faire ça et là encore, on était rarement plus de 5-6 à le faire, dont mon mari, qui donc n'était pas militant. Et il l'était par la force des choses. Sinon, on ne se serait pas marié. Mais bon, ça ne l'amusait pas, mais oui, c'est énormément de travail.

Comme l'objet était de défendre une proposition de loi, on avait contacté tous les députés et tous les sénateurs en demandant un rendez-vous à chacun d'entre eux. Ça fait quand même du monde, près de 1000 personnes, et on a été reçu par un certain nombre de gens, dont Roselyne Bachelot, par exemple, mais aussi des gens très, très, très réactionnaires qui le sont restés jusqu'au bout. Des gens plus étranges comme Madelin, qui était très libéral-libéral, étant très libéral il était à priori favorable à ça, mais étant très à droite et d'un point de vue économique, c'était un peu embêtant. Alors finalement, il voulait voter pour, je crois qu'il s'est abstenu, c'est mieux que rien.



**Roselyne Bachelot**

Donc, des gens très divers, des gens qui ont évolué. Beaucoup de gens qui étaient d'accord, « mais surtout, vous ne le dites pas ». C'était un peu le cas, par exemple, de Gaston Defferre. Quand on a fait les certificats de vie commune - qui sont toujours en vigueur d'ailleurs, plus de 20 ans après -, on avait écrit à tous

les maires des grandes villes. Et Marseille avait répondu, Gaudin : « oui, nous, on va le faire ». Mais là-dessus, je crois que c'était Muselier qui m'a répondu, qui devait être son premier adjoint : « ah non non non, on ne va pas le faire ». Ils s'empaillaient entre eux, c'était assez marrant.

Mais bon, ce genre de situation qu'on provoquait plus ou moins, évidemment, ce n'était pas pour rien qu'on le faisait. Ça déstabilisait un peu les hommes, mais ça pouvait servir, notamment lors d'une lecture au Sénat le 30 juin. Alors, ça devait être 1998 je crois. Il fallait que le texte, qui de toute façon ne serait pas voté puisque le Sénat était majoritairement à droite, mais il fallait quand même que le vote ait lieu avant minuit parce que sinon on perdait 4 mois avant la nouvelle session parlementaire, ce qui était quand même embêtant. Alors Gaudin, qui était vice-président, s'était arrangé pour présider la séance et alors évidemment les parlementaires de droite faisaient traîner pour qu'on dépasse minuit.

Mais Gaudin savait comment ça fonctionnait, il était génial. C'est-à-dire qu'un parlementaire, un sénateur, ouvrait la bouche et il n'avait pas dit une phrase que Gaudin disait : « mon cher ami, on vous a compris. La parole est à machin ». Le mec n'avait même pas parlé et il coupait la parole à tout le monde. Et on a fini, je crois, enfin, ils ont fini, je crois, à minuit moins cinq.



**Christine Boutin**

Avant, c'était intéressant, je l'avais croisé dans la salle des pas perdus et il y avait Christine Boutin, qui était venue en tant que députée dans l'espace réservé aux députés au Sénat, comme il y a un espace réservé aux sénateurs à l'Assemblée nationale. Ces espaces sont toujours complètement vides parce que les sénateurs ont l'impression d'être fliqués par les députés et inversement. Bon, mais là, Christine Boutin, il fallait qu'elle se distingue et elle y était allée. Et alors Gaudin m'appelle : « ah, président Pouliquen, voulez-vous que je vous dise ? Christine Boutin, elle nous emmerde. Quand on est jeune on baise avec qui on veut, quand on est vieux, avec qui on peut ! »

C'était une façon un peu originale de militer et dire de prendre des contacts avec les uns et les autres. Avec Roselyne Bachelot, ça ne nous paraissait pas

évident, elle était députée, de je sais même plus comment ça s'appelait, peut-être encore RPR [Rassemblement Pour la République, ndlr] à l'époque, ce n'était pas gagné !

Jean-Luc Romero aussi, qui était assistant parlementaire à l'époque, encore à l'époque au RPR. Pareil, il n'empêche que je m'étais dit : « ce n'est pas parce que ce sont des gens de droite que je vais les envoyer promener. Au contraire, ils vont nous aider. » Et l'aide de Roselyne Bachelot a été énorme parce que moi je dis qu'elle est l'une de celles qui ont fait que le Pacs a réussi à passer.

Parce qu'il ne faut pas oublier qu'il y a eu un mardi, *Libé* avait titré je crois « Mardi noir à l'Assemblée », où il n'y avait pas assez de députés de gauche et notamment de socialistes, pour voter le texte. Et avec le titre de *Libé*, la manif d'associations homos devant la rue de Solférino, au siège du PS à l'époque, tout ça, ça faisait désordre. Et en plus, Roselyne Bachelot qui défendait le truc. Donc il y avait beaucoup de socialos qui disaient : « c'est la honte, c'est la honte. Bachelot, elle fait bien les choses et nous, on est nuls ! »

Donc c'est la honte. Et du coup, ils se sont sentis obligés d'être bien présents pour le vote qui a suivi. Et donc, oui, l'action de Roselyne Bachelot a été très, très intéressante à ce moment-là. Et puis bon bah il y avait des réunions qu'on organisait dans pleins de villes de France, que des petits groupes locaux, en général, c'est une personne sur place dans des petites villes, ou moyennes villes, ou grosses villes – Marseille, Lille, etc. – qui organisait des réunions.

Il n'y avait personne. Souvent, on était 3-4 et je me payais... Souvent j'étais seul, quelquefois avec Denis Quinqueton quand ce n'était pas trop, trop loin, je me payais l'aller-retour dans la nuit, j'étais complètement lessivé pour quatre personnes qui étaient là. C'est pour ça qu'après, les associations, elles ne



**Jean-Luc Romero-Michel  
par Claude TRUONG-  
NGOC**

bougeaient pas leur cul, oui ! Il y avait trois 3 personnes dans le coin qui organisaient la chose, mais personne ne bougeait.

Alors oui, et après, quand c'est devenu le truc parlementaire, alors là, ça a bougé là et on va passer à la télé. Combien de fois des gens m'ont contacté à la fin, quand j'étais assez médiatisé : « si tu veux, on peut, on peut t'aider pour passer à la télé. » Bon, ça va aller, merci.

Après moi, j'avais toujours dit, contrairement à d'autres, « je n'ai pas envie de faire du Pacs un projet de carrière », comme certains veulent le faire avec ou ont voulu faire avec l'homosexualité, etc. Je voulais faire le Pacs. Le Pacs a été fait, je suis parti après. Comme tous les bébés, ça grandit, ça change, ça évolue. Donc il y a eu plusieurs modifications. Bon, j'ai suivi ça de loin. Je ne voulais pas trop m'incruster, comme d'autres que j'aimais bien, mais qui ne s'en sont jamais remis. Jean Le Bitoux ne s'est jamais remis de *Gai Pied*. Jean-Sébastien Thirard ne s'est jamais remis de la Gay Pride qu'il présidait. Ben non, moi je me dis : « j'ai fait mon boulot, j'ai fait mon boulot, je vais passer à autre chose » et je suis passé à autre chose. Je me suis investi dans la campagne de Delanoë, où il a été élu. Après, j'ai été syndic' de copropriété. Puis au conseil syndical, je me suis occupé de pas mal d'autres choses.



**Jacques Vandemborghe (gauche) et Jean Le Bitoux (droite) dans l'appartement du premier, à Paris, en 1985**

A l'époque, c'était marrant, juste à la fin du Pacs, il y a beaucoup de journalistes qui m'ont dit : « ohlalala, mais Jan-Paul, est-ce que vous n'allez pas faire une dépression nerveuse ? », « Ah bon ? Pourquoi ? », « Vous savez, on connaît quand même beaucoup de gens qui sont investis comme vous. Ils ont déprimé quand ça s'est arrêté. » J'ai dit : « je verrai quand ça sera arrêté. Mais non, j'ai plein de projets. J'ai plein d'idées. »



Je me suis toujours investi dans mes boulots. Bon, ça a été essentiellement la mairie de Paris, mais je bossais dans la restauration, dans l'hôtellerie... À la mairie de Paris comme pas mal de fonctionnaires, j'ai travaillé dans différents services, essentiellement dans les finances et la comptabilité. Mais les dernières années, dans la médiation. Avant, je m'occupais des contrats civils d'insertion. Mais même quand un boulot n'était pas passionnant, j'essayais de trouver des aspects passionnants. C'était aussi dans la vie militante la même chose. Comme tout à l'heure, on évoquait la question de la mise sous pli, ce n'est pas ce qu'il y a de plus passionnant, mais faut le faire. Comment positiver le truc en étant deux, trois quatre, même si ce n'est pas beaucoup ? On se raconte des conneries, on rigole bien. Et puis c'est sympa, on se fait des amitiés. Et pour des gens de ma génération, militants, où ça compte, c'est ce dont je souffre énormément aujourd'hui, c'est que la génération sida, ils sont presque tous morts, les gens avec lesquels j'ai milité. Et en plus, je vis maintenant en relativement lointaine banlieue. Donc je suis extrêmement isolé, et pas très heureux.



**Jan-Paul Pouliquen, Centre LGBTQI  
Paris-Île-de-France, 28 octobre 2018**

**Une interview réalisée par Hervé Latapie et Marin Lefèvre, enregistrée par Hervé Latapie et Marin Lefèvre au domicile de Jan-Paul Pouliquen, le 15 juillet 2021. Animation et programmation : Sam Bourcier, Hervé Latapie. Réalisation : Marin Lefèvre. Production : Collectif Archives LGBTQI, en partenariat avec le Centre LGBTQI+ de Paris Île-de-France et le master information-communication CRDM (communication rédactionnelle dédiée au multimédia) de l'Université Paris Nanterre. Avec le soutien de la Dilcrah, délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT. © 2021**